



2008 : l'agenda antisocial !

Le gouvernement Sarkozy / Fillon s'apprête à faire passer une série de mesures anti-sociales dès le premier semestre 2008. Régime général de retraites, contrat de travail, fin des 35 heures, attaques contre le droit de grève dans l'éducation nationale...

p 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique *nla*

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 842

17 janvier 2008

prix : 0,70 €



LES VŒUX DE SARKOZY

Travaillez plus pour avoir moins...

...de pouvoir d'achat,
de services publics,
de temps libre, de fonctionnaires,
de laïcité, de droit de grève,
d'accès aux soins,
de droit du travail...

■ EUROPE :

GAGNER LE REFERENDUM !

La mobilisation s'organise pour gagner un référendum sur le nouveau traité européen semblable à celui que les Français ont massivement rejeté en 2005.

P 3

■ TRANSPORTS

FERROVIAIRES : UN NOUVEAU CENTRE DE MAINTENANCE À NANTES !

Gilles Bontemps revient sur l'aboutissement d'un projet que les communistes défendent depuis longtemps.

P 3

■ CANTONALES

À deux mois des élections, retour sur les enjeux politiques des cantonales.

P 3 & 7

BANQUET DU PCF AUX SORINIÈRES



Le traditionnel banquet de la Fédération se tiendra cette année

Vendredi 25 Janvier
Aux Sorinières

Avec la participation de
Daniel Cirera

P 8

L'actualité politique...

EN BREF

Communication

Selon Laurent Wauquiez, porte parole du gouvernement « François Fillon a souhaité que nous ne communiquions pas seulement sur les annonces, mais aussi sur les résultats ». Bonne idée ! **Et quand les annonces tonitruantes donnent des résultats catastrophiques ?**

Remise en question

Au milieu de la séance d'autosatisfaction qu'ont constitué les vœux présidentiels, Nicolas Sarkozy s'est aussi interrogé sur son œuvre : « **Attendez vous que je vide des caisses déjà vides ? Que je donne des ordres à des entreprises ?** » Questions qu'il aurait peut être fallu se poser avant de s'afficher « candidat du pouvoir d'achat ». Et si le président arrêtaient de vider les caisses avec une réforme fiscale à 15 milliards pour les riches et une politique d'exonérations de cotisations sociales toujours plus forte ?



Cachez-moi ce traité que je ne saurai voir

Sur le traité européen, sujet qui divise le PS s'il en est, les socialistes ont choisi... de ne pas choisir. Ainsi, la proposition de boycotter le congrès du parlement qui se réunira à Versailles le 4 février prochain pour réviser la constitution en vue de la ratification du nouveau traité a fait long feu et suscité de vifs mécontentements chez certains parlementaires socialistes. Le plus étonnant étant l'argument invoqué : défendre « la voie référendaire plutôt que la voie parlementaire ». **Dont acte: Il y a donc besoin de la mobilisation de l'ensemble des parlementaires de gauche. Si tel est le cas, il ne manquera qu'une poignée de voix pour atteindre les 2/5 du parlement nécessaires pour rejeter la modification de la constitution.**

...Et surtout la santé

Jean Philippe Magnen, président départemental des Verts est satisfait. Probablement que le nouveau chef de file des Verts nantais s'enthousiasme d'occuper la place laissée vacante par François De Rugy parti à la conquête d'Orvault. Le cœur léger, il se fait loquace dans Presse Océan du 05/01 et avoue qu'il est « **partant pour discuter avec les communistes. Monsieur est trop bon !** Et d'ajouter que « l'appareil communiste est actuellement grippé ». Les Nouvelles de Loire-Atlantique remercient M. Magnen pour ses bons vœux et lui souhaitent en retour santé et réussite en 2008. Il est vrai qu'entre les 1,4 % de la présidentielle, les départs pour le Modem et les stratégies à géométrie variable pour les municipales, participer à la vie politique nationale des Verts doit donner la migraine.

Point de vue

par Yann VINCE



L'année 2008, a indiqué le président de la République lors de sa conférence de presse, sera « **dure et exigeante** ». La promesse est sans nul doute vraie pour toutes celles et tous ceux qui voient leur pouvoir d'achat se détériorer, les retraités qui devront se contenter d'une hausse inférieure au taux de l'inflation, les salariés à qui l'on promet un nouvel

allongement de leur durée de cotisation. Mais, à l'évidence, l'année sera beaucoup moins dure et exigeante pour les entreprises du CAC40 et les patrons français qui, singulièrement, sont nettement plus optimistes que leurs homologues anglais ou américains. Il est vrai que les annonces de généralisation du travail du dimanche, la menace de suppression des droits des chômeurs en cas de deux refus d'emplois dits « convenables », la remise en cause de la durée légale du travail, tout cela est de nature à « rassurer » le monde de la finance.

Au fond, la politique de civilisation définie par le chef de l'Etat est bien, de fait, un projet de société. Un projet dangereux dans sa dimension internationale, destructeur pour les salariés, pour le droit du travail, pour les retraites, la Sécurité sociale et l'ensemble de notre système de soins. Il y a, à l'évidence, une cohérence dans le projet présidentiel, cohérence que Sarkozy et Fillon entendent bien manifester par la dimension nationale qu'ils entendent donner aux prochaines municipales pour mobiliser l'électorat.

« Fillon et Sarkozy entendent manifester la cohérence du projet présidentiel par la dimension nationale qu'ils veulent donner aux prochaines municipales »

C'est dire que la campagne électorale des municipales et des cantonales entre de plain pied dans le vif. Attendons-nous à un assaut de démagogie, de surenchères, d'opérations de ratissage au centre comme à l'extrême droite. Une raison de plus pour la gauche de se rassembler autour de projets progressistes répondant aux attentes des populations, en s'adressant à toutes celles et tous ceux que frappe et veut frapper la politique de la droite. C'est ce à quoi entendent bien œuvrer les communistes de Loire-Atlantique en 2008.

2008, année de la riposte

Les premiers jours de l'année sont généralement l'occasion de se présenter des vœux. Ainsi, si les communistes ne peuvent que formuler des vœux pour plus de justice sociale, de solidarité, de paix, il n'en est pas de même pour le chef de l'Etat. Qu'il s'agisse de ses vœux exprimés le 31 décembre ou de sa récente conférence de presse, le message est clair : **en 2008, il entend plus que jamais mettre en œuvre un projet exclusivement guidé par les intérêts supérieurs des grands patrons, de la finance et de la Bourse.** De la mise à mort des 35 heures à l'attaque en règle contre les régimes de retraites en passant par l'ouver-



ture des commerces le dimanche et de nouveaux cadeaux fiscaux aux plus riches, il s'attèle à la mise en actes dans notre pays d'une offensive qui peut être comparée en Europe à la période Thatcher au Royaume-Uni ou Berlusconi en Italie. **Il travaille ainsi à modeler la France en l'adaptant aux exigences d'un**

capitalisme mondialisé et d'une Europe ultralibérale, Europe que le président français entend « redémarrer » en faisant ratifier par la voie parlementaire (en Congrès à Versailles) le traité de Lisbonne plutôt que la voie référendaire.

Les mouvements sociaux que nous avons connus à

l'automne, la montée de l'exigence d'une consultation démocratique sur le mini-traité européen, le rassemblement de la gauche dans la perspective des élections municipales, montrent que **la résistance à la politique de Sarkozy peut imposer des reculs au gouvernement et que la gauche peut, si elle en a la volonté, se ressaisir après la déroute des présidentielles sur la base d'un véritable projet fondé sur des valeurs de gauche et un contenu progressiste.** Les communistes entendent jouer leur rôle dans cette perspective et le démontrent d'ores et déjà dans leur mobilisation autour de la pétition portant l'exigence d'un référendum sur le mini-traité européen comme dans la préparation des élections municipales et cantonales.

De vous à moi...

Du strass et des paillettes... Sarkozy à Disneyland, Sarkozy s'envoie des mannequins, Sarkozy passe de bonnes vacances en Egypte, Sarkozy a eu une nouvelle montre en argent à Noël, Sarkozy visite Petra au détour d'une visite diplomatique. Assurément, c'est l'arrogance de classe d'un président de casse qui s'exprime jour après jour. Le pouvoir d'achat baisse ? Qu'à cela ne tienne, les Français se nourriront du rêve à prix d'or de la prétendue « success story » de notre petit président. Du strass et des paillettes... pour faire oublier que celui qui voulait faire travailler plus, pour gagner plus, offre plus à ceux qui ne travaillent pas, aux grandes fortunes qui menacent d'aller dépenser en Suisse. Pour les Smicards ? Rien ! Pour les fonctionnaires ? Des suppressions de poste ! Pour l'ensemble des salariés ? La mise à mort des 35 heures ! Et comme horizon politique, le déni de démocratie que constitue la ratification par voie parlementaire du nouveau traité européen qui ressemble comme deux gouttes d'eau à l'ultralibérale constitution européenne rejetée massivement par les Français. Alors que va faire Nicolas Sarkozy en chute libre dans les sondages ? Acheter une nouvelle voiture ? Les Français ne s'y trompent pas et il faudra bien plus que du strass et des paillettes pour faire avaler la pilule aux jeunes et aux ouvriers qui condamnent à 65% l'action du président. A ceux là, aux hospitaliers en lutte, aux fonctionnaires qui préparent la mobilisation du 24, aux cheminots qui suivent de près les négociations en cours, nous souhaitons des mobilisations victorieuses pour 2008 face au président du CAC 40. Encore faut-il que la gauche relève le gant dès les élections locales et permette d'ouvrir la voie à une alternative de changement.



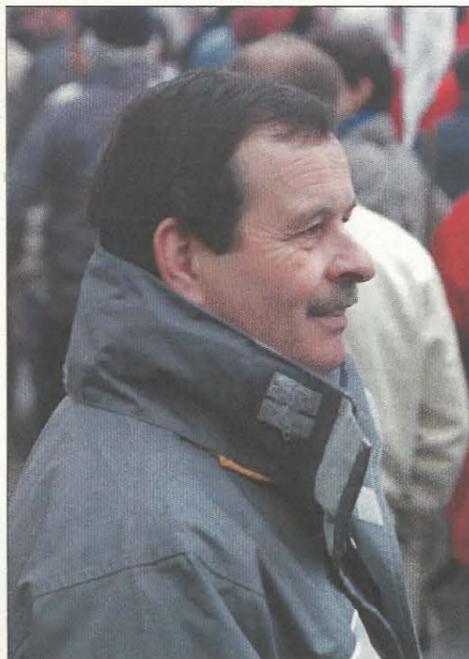
**VITE LU
VITE DIT**

Bilan : accord gagnant à gauche

C'était une demande forte de la population, c'est désormais chose faite, la gauche partira unie à Blain, et elle a de grandes chances de l'emporter. **La recherche d'union a permis une construction politique respectueuse de chaque sensibilité.** Ainsi, les communistes disposeront en cas de victoire de la moitié des adjoints avec des délégations aussi importante que l'urbanisme, l'action sociale et l'éducation et les affaires scolaires. Ils devraient également disposer de 3 postes de conseillers à la communauté de communes. C'est une véritable dynamique qui s'engage autour de cette liste puisque le projet a été construit grâce à la participation de la population. **Un projet clairement ancré à gauche** avec des volets forts sur la solidarité, l'éducation avec la promotion de l'école publique ou encore la petite enfance et le développement durable.

Canton de Savenay : lettre ouverte du PCF pour le rassemblement de la gauche aux municipales

C'est une démarche originale qu'ont entreprise les communistes du canton de Savenay en s'adressant aux acteurs associatifs et aux associations municipales de sensibilité de gauche pour travailler à des listes d'union. Prenant acte de la volonté du PS de ne pas signer d'accord à gauche à l'échelle de l'intercommunalité, les communistes ont dû prendre leurs responsabilités. Ils proposent leur soutien ou leur participation à des listes de gauches sur 3 critères: 1- la désignation explicite « de gauche » 2- la présence significative de candidat(e)s de sensibilité communiste 3- La prise en compte des orientations intercommunales (logement, emploi, aménagement du territoire, équipements collectifs...). Déjà, des réponses positives ont été recueillies à Malville, La Chappelle Launay et Savenay.



Un nouvel atelier de maintenance à Nantes

Gilles Bontemps, vice-président aux transports de la région Pays de la Loire revient sur un projet sur lequel il s'est beaucoup investi.

nibilité des trains, de réduire leurs temps d'immobilisation, et surtout d'offrir dans les meilleures conditions un service de meilleure qualité pour les usagers. C'est dans cet esprit de développement du service public que s'inscrit la décision de financer l'atelier de maintenance sur le site ferroviaire SNCF de Nantes. Elle conforte l'emploi

cheminot qui, au lieu de passer de 60 à 30 salariés pour les trains régionaux, va au contraire augmenter pour atteindre dès l'ouverture 94 salariés.

heurtait aux choix de l'État et de la Direction nationale de la SNCF. La réorientation d'une politique ferroviaire entre 1997 et 2002, sous l'impulsion de Jean-Claude Gayssot (fortement remise en cause aujourd'hui), puis le transfert de la compétence des transports ferroviaires régionaux aux régions, ont considérablement modifié la donne.

La quasi-totalité des régions s'est engagée depuis 2004 dans une politique d'investissement. Les communistes qui comptent 15 vice-Présidents aux

transports, dans les 20 régions de gauche, y prennent une part très active.

Et qu'en est-il en ce qui concerne les Pays de la Loire ?

Notre région est dans le peloton de tête. La région des Pays de la Loire s'est engagée à un haut niveau pour un service public régional de transport de qualité. Depuis 2004, ce sont 260 millions d'euros qui ont été investis, pour 60 trains achetés, contre 148 millions d'euros lors du mandat précédent avec une majorité de droite.

Le Conseil régional vient de décider de financer la réalisation d'un atelier de maintenance au Grand Blottereau à Nantes. Pourquoi se doter d'un tel outil ?

La fréquentation des transports régionaux est en constante hausse (40.000 voyageurs par jour en 2007), et le nombre des désertes ne cesse d'augmenter. Cette réalisation d'une valeur de 25 millions d'euros va permettre d'accompagner ces évolutions. Cet investissement va permettre d'optimiser la dispo-

cheminot qui, au lieu de passer de 60 à 30 salariés pour les trains régionaux, va au contraire augmenter pour atteindre dès l'ouverture 94 salariés.

Cette décision marque-t-elle une évolution dans la politique publique du transport régional ?

C'est une décision politique très importante. Les cheminots communistes, la CGT se battent depuis de nombreuses années pour la réalisation d'un tel outil. Durant une longue période, cette revendication se



Ensemble, exigeons un référendum !

Le président de la République vient de négocier avec les autres chefs d'Etat et de gouvernements européens un mini traité qui en les dissimulant reprend sur le fond toutes les dispositions néfastes de feu la Constitution européenne. Malgré ses déclarations fracassantes à Paris, Sarkozy n'a même pas profité de cette négociation pour ouvrir le débat sur la mission et l'indépendance de la BCE.

Pire, le contenu du mini-traité est identique en tout point avec le TCE que nous avions, en son temps, rejeté. Il contient même de nouvelles dispositions extrêmement inquiétantes pour l'avenir des peuples européens.

La cerise sur le gâteau, Sarkozy a décidé de faire adopter ce mini-traité uniquement par la voie parlementaire, privant le peuple français de toute expression démocratique. **Ce coup de force est inadmissible, c'est un déni de démocratie.**

Ce que le peuple a décidé ne peut être confirmé ou contredit que par le peuple lui-même. Pour légitime qu'il soit, le Président de la République ne peut s'asseoir ni sur la justice, ni sur la dignité, ni sur la souveraineté populaire. Non, il n'a pas reçu mandat du peuple pour ce traité et moins encore pour le faire ratifier par le seul Parlement.

> C'est ce qu'a écrit la Fédération 44 du PCF aux parlementaires de Loire-Atlantique, leur demandant de s'engager contre l'adoption du traité modificatif par voie parlementaire. Le 4 février, le Parlement doit se prononcer sur une réforme de la Constitution nécessaire à la « ratification » du



traité de Lisbonne. Or, il faut une majorité des 3/5 au Congrès pour que cette ratification soit votée. L'UMP n'a pas, à elle seule, cette majorité qualifiée. Le sens du vote peut donc basculer ! **Pour cela, nous devons faire grandir la mobilisation pour exiger le référendum.**

> Des Partis, des forces, des élus dans la diversité ont engagé ensemble une campagne pour le référendum. Amplifions ce rassemblement ! Faisons signer massivement la pétition, interpellons nos parlementaires par l'intermédiaire du site HYPERLINK "<http://nousvoulonsunreferendum.eu>" "<http://nousvoulonsunreferendum.eu>"

> Participons au meeting unitaire du 1er février à la Manu à 20h30. Francis WURTZ, Président du groupe GUE/GNL au Parlement européen y participera.

Par cette mobilisation grandissante, faisons respecter le suffrage universel !

Les cantonales : l'autre enjeu électoral pour la gauche

Ce n'est évidemment pas innocemment que le législateur a décidé en son temps de faire coïncider les élections cantonales avec les municipales (pour la moitié renouvelable des cantons, l'autre moitié ayant été renouvelée en même temps que le Conseil régional), ce qui n'est pas sans conséquence quant aux effets de bi polarisation de la vie politique au niveau local que cela induit. **Le scrutin est enfin éminemment politisé de par son caractère d'élection dite intermédiaire par rapport aux grandes échéances nationales.** Nationalement l'enjeu, pour la gauche, et singulièrement les communistes, n'est pas neutre puisqu'il s'agit de conserver et de gagner des majorités de gauche dans les départements (rappelons que le PCF dirige actuellement la Seine Saint Denis et le Val de Marne). Notre département, quant à lui, est dirigé à gauche depuis 2004, le PS détenant avec plusieurs conseillers généraux divers gauche et un seul conseiller général communiste (à Montoir)

la majorité absolue. Dans le cadre de l'accord départemental PS/PCF, les communistes s'inscrivent clairement dans une démarche de rassemblement visant à conserver à gauche la Loire-Atlantique. C'est ainsi que le PS soutiendra le candidat communiste sur le canton de Montoir dès le 1er tour tandis que le PCF fera de même en soutenant la candidate socialiste sur Nantes 2. Cela dit, dans la plupart des cantons du département, le PCF sera présent à l'occasion de cette échéance électorale importante. **Ce scrutin, couplé aux municipales, peut être l'occasion de redresser électoralement la gauche et en particulier le PCF après les résultats calamiteux des scrutins nationaux de 2007.** Le Conseil départemental de notre Parti a d'ores et déjà désigné un certain nombre de candidat-e-s et d'ici la fin du mois de janvier, le PCF sera clairement engagé dans une campagne électorale de proximité qui impliquera la mobilisation de tous les communistes.

Le dossier.

L'agenda anti-social 2008 !

Nicolas Sarkozy a dévoilé ses projets pour 2008 à l'occasion des vœux

1^{er} Janvier : Santé

Les franchises médicales s'appliquent depuis le premier Janvier sur les médicaments et les soins pour un plafond pouvant aller jusqu'à 50 € par an.

9 janvier : Service public de l'Emploi

Le débat s'ouvre à l'assemblée nationale sur le projet de loi prévoyant la fusion ANPE / ASSEDIC.

Janvier : consommation

Le gouvernement veut légiférer dès le début d'année sur l'ouverture des magasins le dimanche.

Janvier : travail et syndicalisme

Les partenaires sociaux sont réunis, ils ont 2 mois pour s'accorder sur les règles de représentativité des syndicats et celles concernant les accords dans les PME. Dans le même temps, ils négocient sur le temps et les contrats de travail. Au-delà de ces 2 mois, le gouvernement légifèrera.

24 janvier : fonctionnaires

Les syndicats de fonctionnaires appellent à une journée de mobilisation pour gagner une augmentation du point d'indice seule capable d'enrayer la baisse de pouvoir d'achat des fonctionnaires.

22 janvier : retraites

La réforme des régimes spéciaux devrait entrer après clôture des négociations avec les syndicats. Des négociations sont prévues au second semestre pour porter la durée de cotisation du régime général à 41 ans.

1^{er} semestre : Énergies

La fusion GDF/Suez devrait devenir effective au premier semestre avec pour conséquence la privatisation de GDF.

Printemps : Enseignement

11 200 suppressions de poste dès cette année avant les annonces pour 2009 attendues au printemps. Dans les universités la loi sur l'autonomie commencera à s'appliquer.

■ Travail : soldes permanentes !

Le Président veut relancer sa politique de « revalorisation du travail » en promettant notamment « l'allègement de charges fixes ».

Nicolas Sarkozy relance l'idée que les exonérations de charges - 31 milliards d'euros selon le budget prévisionnel 2008 - soient conditionnées aux négociations salariales. Cette proposition est en réalité de la poudre aux yeux, puisqu'une négociation ne signifie pas un accord. À l'inefficacité démontrée de cette mesure par plusieurs rapports s'ajoute le fait que les exonérations de charges patronales sont une véritable trappe à bas salaires. Pour bénéficier d'un maximum d'abattements fiscaux les entreprises sont incitées à rémunérer leurs salariés au SMIC.

Il prétend aussi « moraliser le capitalisme financier » via l'action de la Caisse des dépôts (CDC). Reste que la participation de la CDC au capital d'EADS n'a pas pesé sur des décisions purement financières mettant à mal la pérennité industrielle de l'entreprise.

■ Marché du travail : plus de précarité pour tous !

Après l'échec des négociations entre patronat et syndicats, la droite promet une loi pour l'après municipales. Parmi celles-ci, 4 sont des objets de destructions des droits des salariés. L'allongement de la période d'essai, 3 mois pour les ouvriers et employés ou 6 mois pour les cadres, période renouvelable une fois par accord de branche ou d'entreprises, rappelle le Contrat nouvelles embauches pourtant déclaré illégale par le bureau international du travail (B.I.T.). L'instauration d'un plancher et d'un plafond pour les indemnités de licenciements, qui ne seraient plus fixées par un juge. Le CDI de mission, qui comprend une clause de rupture une fois le projet achevé, viendrait en concurrence direct avec le CDI et serait un nouveau coin enfoncé dans la nécessité de justifier de « causes réelles et sérieuses » pour rompre un contrat. Enfin, la « rupture conventionnelle », sorte de rupture à l'amiable qui empêcherait le salarié de recourir aux prud'hommes après la rupture, remet au goût du jour la vieille lune du patronat de l'égalité entre les salariés et les patrons dans les relations sociales.



■ Pouvoir d'achat : la question qui fâche



Les Français affichent aujourd'hui scepticisme et déception. Du coup, voilà un sujet qui a désormais le don d'agacer le chef de l'État. « S'agissant du pouvoir d'achat, qu'est-ce que vous attendez de moi ? Que je vide des caisses qui sont déjà vides ? » Le voici désormais impuissant... En

réalité, on le sait, s'il a bien contribué à « vider les caisses » de l'État, ce paquet a surtout rempli les poches d'une minorité de contribuables avec le paquet fiscal. En matière de rémunération Nicolas Sarkozy souhaite que le niveau de la participation et de l'intéressement « soit fortement augmenté », envisageant « un doublement voire un triplement de la réserve de participation ». Cela se traduirait notamment par l'extension à tous les salariés du système des stock-options et de la distribution d'actions gratuites. Des mesures au rendement aléatoire, puisque lié à la Bourse. Mais rien en vu sur les salaires. Au contraire, toute hausse du SMIC est écartée pour 2008.

Un journaliste :
« Souhaitez-vous que 2008 soit la fin, au moins réelle des 35 heures ? »

N. Sarkozy :
« Pour dire les choses comme je le pense, oui ! »



■ Retraites : travailler plus pour toucher moins

L'année 2008 s'annonce pour les retraites comme une période décisive : outre la fin des négociations sur l'évolution des régimes spéciaux et de la négociation sur la pénibilité, se tiendra le rendez-vous global prévu par la loi Fillon en 2003. Le gouvernement veut en faire une nouvelle étape de la réduction du droit à la retraite pour tous, en mettant en avant les difficultés du système de financements des retraites. Des difficultés que le gouvernement veut encore une fois faire payer aux salariés en prolongeant jusqu'à 41 ans dès 2012 la durée de cotisation nécessaire pour une retraite à taux plein. En mettant uniquement en avant les questions financières la droite espère faire oublier que les retraites sont directement liées aux questions d'emploi.

■ Éducation : priorité au primaire... et aux suppressions de postes

Education : priorité au primaire... et aux suppressions de postes
« Nous donnerons la priorité à l'école primaire, que l'on a trop longtemps délaissée sans voir que son affaiblissement était la cause principale des difficultés croissantes du collège », explique le chef de l'État. Une école du savoir, de la culture, du respect de l'autorité, de la politesse et de la civilité, qui est l'affaire de tous et pas des seuls enseignants. Professionnels qui auront appris que l'école ne peut se réduire à la « question de leur statut » ou à leur « malaise considérable », leur « problème identitaire constant et dont [je] n'observe pas que les manifestations le règlent ». Malaise alimenté par la politique du président et une « série de décisions dont les conséquences remettent en cause très largement le système éducatif », rappelle Gérard Aschieri (FSU) : assouplissement de la carte scolaire, « service minimum », milliers de suppressions de postes ou mise en concurrence des établissements et des élèves. Sans oublier une réforme de l'Université qui met celle-ci sous la coupe des entreprises.

PRENONS NOTE...

Pour une loi cadre

A l'initiative du Collectif National des Droits des Femmes (CNDFF), comprenant plus de 130 organisations dont le PCF, signez la **pétition pour une loi-cadre contre les violences faites aux femmes**. Sur le site national du PCF : <http://www.pcf.fr/>



Nouveau procès

L'année 2008 sera également marquée par un **nouveau procès en mai 2008 pour Roberto, de Bellaciao, les Chantiers navals de l'Atlantique ayant fait appel de la décision du tribunal de Saint-Nazaire (novembre 2007)**. Bellaciao en appelle de nouveau à votre soutien, moral et financier ! <http://bellaciao.org/>

Pas d'enfermement sans fin

Le Parlement examine un projet de loi visant à instaurer une « **réétention de sûreté** » qui permettra, après l'exécution de la peine de prison, de prolonger – sans limitation de durée, sans peine et sans infraction - l'enfermement des personnes considérées comme d'une « **particulière dangerosité** ». Refusons ce texte indigne en envoyant un mail à : contrelaretentiondesurete@genepi.fr

Pas touche au livret A !

Une campagne nationale va démarrer en ce début d'année **pour défendre le système actuel du livret A et sauvegarder la Caisse des Dépôts et Consignations** refusant ainsi : un Livret A banalisé et jeté en pâture aux banques privées gourmandes des 45 millions de titulaires de ce produit d'épargne populaire et des 192 milliards d'euros centralisés par la CDC.

Non à la directive de la Honte

Un **projet de directive sur la rétention et l'expulsion des personnes étrangères**, sera soumis au Parlement européen. Il porte en lui une logique inhumaine. La généralisation d'une politique d'enfermement des personnes étrangères qui pourrait ainsi devenir le mode normal de gestion des populations migrantes. Il stigmatise les sans-papiers et les transforme en délinquants à exclure.

1861 émigrés sont morts

C'est l'association italienne Fortress Europe qui a publié ces chiffres. 1861 émigrés sont morts en 2007 **en tentant de rejoindre l'UE**. 1684 sont morts en mer Méditerranée.

Provocation

Le gouvernement veut instaurer le **service minimum à l'école** et ce dès le 24 janvier, jour de grève dans l'Education nationale.

Journée d'actions

Le 22 janvier : initiatives nationales des salariés d'EDF/GDF et ceux de la RATP, des cheminots pour peser sur les négociations en cours sur les régimes spéciaux de retraites.

Le 24 janvier : grève de la Fonction publique pour exiger l'ouverture de réelles négociations sur la valeur du point d'indice et le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat.

Oh ! Les privilégiés !



Quelques exemples pour vous donner une idée des « **avantages** » des fonctionnaires qui partent à la retraite. Un salarié (non cadre) né en 1943 est parti à la retraite, au terme d'une carrière complète, avec 75% de son dernier salaire brut, avec une base de calcul de 2 % par année, pour 37,5 ans.

Depuis la réforme FILLON de 2003, la base de calcul est descendue à 1,81% et 40 annuités. Ainsi, un futur retraité travaillera plus longtemps et perdra 3% de revenus... Et on parle de redescendre encore à 1,75% par annuité !

Un salarié né en 1950 veut partir à la retraite. Il a commencé à 14 ans a toujours travaillé (privé puis public). Il a donc aujourd'hui 43 ans de cotisations. On nous dit que l'on peut partir, sous certaines conditions, dans le cadre de « **longue carrière** ». Sont intéressés les agents qui ont commencé à 14, 15 ou 16 ans. Et pour partir en « **longue carrière** » mieux vaut n'avoir jamais été malade, ou accidenté du travail, tout est déductible du nombre de trimestres. Enfin, pas tout mais on peut vous retirer 4 trimestres maxi pour ces arrêts.

Alors qui en réalité, peut en profiter ? Pour les 3/4 de ceux qui en ont fait la demande, il manque 1 voire 2 trimestres. Eh oui, bien souvent les années d'apprentissage n'ont pas été assez cotisées, et il faut racheter des trimestres. Quand on sait qu'un trimestre à racheter coûte entre 4 et 5100 € on comprend mieux pourquoi les salariés laissent tomber. En fait, très peu auront pu partir dans ce cadre. Et à la fin du compte, ils auront cotisé pendant 46 ans et partiront à 60 pour toucher encore moins qu'avant 2003.

Autre cas d'un fonctionnaire qui n'a pas fait toute sa carrière dans la fonction publique (et ils sont nombreux). Comme vous ne pouvez pas partir avant 60 ans, la majorité de ceux qui approchent de cet âge, aura cotisé plus de 42 ans ! Alors, qu'on ne nous dise pas que les fonctionnaires partent après 40 ans de cotisations, c'est un pur mensonge.

Quant aux générations suivantes, avec la baisse du pourcentage pris en compte par année, le nombre d'annuités qui augmente, à quel âge pourront-ils partir ? Et combien toucheront-ils ?

Travaillez plus pour gagner plus ??? Travaillez plus longtemps pour gagner moins, voilà la triste réalité. Il est vraiment temps de réagir !
C.JACOTIN

Politique des « quotas » : indécente !

"Ce texte répond à la double ambition du président de la République et du gouvernement, d'être plus fermes envers les émigrés qui ne respectent pas les principes républicains et davantage protecteurs pour ceux qui les respectent", c'est ce qu'a

déclaré le ministre Hortefeux à l'issue du vote de sa loi sur l'immigration !

Loin de la rupture dont se targue N. Sarkozy, la nouvelle loi s'inscrit pourtant dans **la continuité d'une politique engagée depuis plusieurs décennies**, visant à faire des migrants les boucs émissaires d'une situation sociale et économique découlant de choix politiques qui provoquent l'insécurité sociale. Ce texte va plonger dans **l'illégalité des centaines de milliers de personnes**. L'« **immigration choisie** »,



Rendez-vous à ne pas manquer

Les mobilisations unitaires du 18 octobre, puis celles de novembre ont contraint le gouvernement et les directions à ouvrir un cycle de négociations tripartites.

« Ces négociations ont permis d'arracher soit des adaptations, soit des compensations qui réduisent les conséquences des mesures pour les agents » indiquent la CGT. « Le principe de l'existence des régimes spéciaux est aussi garanti »

Pour autant, des questions majeures restent à négocier en 2008. Il faut donc continuer à peser sur le cycle de négociations qui va se poursuivre. Il le faut d'autant plus que le ministre du travail annonce le processus de consultation sur la première vague de décrets incorporant les principes de la réforme ainsi que les acquis de la négociation.

Or, dans le projet de décret, la référence à l'article 5 de la loi du 21 août 2003 sur la durée de cotisation, rend solidaire l'évolution de

la durée de cotisation des régimes spéciaux et du régime général. En présentant comme acquis, dans ses projets de décrets sur les régimes spéciaux de retraite, un allongement progressif de la durée de cotisation à 41 annuités dans le public et le privé après 2008, le gouvernement fait fi, une nouvelle fois, du dialogue social.

Cette annonce confirme, s'il en était besoin, que la réforme des régimes spéciaux est le prélude à l'allongement de la durée de cotisation pour l'ensemble des régimes de retraites public et privé.

Le rendez-vous « **retraites 2008** » est d'ores et déjà ouvert. Cela va demander une réaction unitaire et convergente des salariés du privé comme du public afin de refuser l'allongement à 41 annuités. C'est avec cet objectif que la journée du 22 janvier se construit. Il nous faut la réussir parce **ce qui est en jeu, va bien au-delà d'une simple réforme.**



légalise l'utilisation ponctuelle **d'une main d'œuvre corvéable et exploitable à merci** et dont on se débarrassera sitôt que les données économiques, conjoncturelles, seront modifiées. La pérennité du **titre de séjour sera conditionnée au bon vouloir de l'employeur** et du jugement porté par l'administration sur la situation de l'emploi. Les travailleurs ainsi rejetés iront grossir les rangs des sans papiers.

Il est plus que jamais nécessaire que les communistes soient à l'offensive sur cette question de l'immigration. Nécessaire parce qu'il est de bon ton, y compris par-

fois à gauche, de considérer l'immigration comme une problématique sociétale et de camoufler la logique libérale qui sous-tend toutes les propositions de loi sur le sujet depuis des décennies. Nécessaire parce que cette loi bafoue allègrement les droits fondamentaux qui sont le socle de nos luttes historiques. Nécessaire enfin parce que par delà les mobilisations fortes qui ont permis des reculs sur le texte initial, nous savons tous que parmi tous les boucs émissaires possibles, la figure de l'étranger est la favorite de la misère...

D. BOUFFENIE

Evènements, culture, idées.

Un livre écho d'une rencontre au CHT de Nantes Après la fermeture des « boîtes »

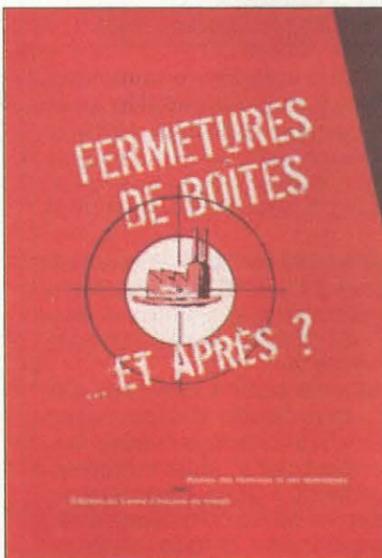
En mars 2005, la Maison des Hommes et des techniques de Nantes a réuni des représentants d'associations de salariés d'entreprises ayant fermé. Pendant 5 jours, ils ont débattu des origines et des conséquences des "fermetures de boîtes" avec des chercheurs et des syndicalistes. La rencontre était certes centrée sur Nantes et la Loire-Atlantique (Chantiers Dubigeon, Tréfimétaux Couéron, Chantelle, etc.) mais s'ouvrait également à l'échelle nationale (Metaleurop-Nord, Adias ACH Le Havre...).

Pour la sociologue du travail Danièle Linhart, qui introduit les débats, « perdre son emploi ou perdre une entreprise, c'est beaucoup plus que perdre son travail. C'est perdre tout un équilibre entre vie professionnelle et vie privée, qui s'est patiemment construit, élaboré dans la durée, qui se trouve mis à mal de façon extrêmement brutale » (...) « Du jour au lendemain, [les salariés] sont traités comme des objets. Ils avaient le sentiment de réaliser des choses, d'avoir une utilité sociale, du jour au lendemain, on leur explique que tout ça ce n'est rien ». Pour un intervenant, « c'est d'une brutalité, c'est d'une violence telle que je ne vois pas qui peut résister. Les

gens, quand on discute avec eux, disent : "est-ce que je suis un humain ou un objet, en fait ?" ». Car il ne s'agit « pas seulement de la perte des emplois : c'est l'anéantissement d'un monde qui faisait sens et la précipitation dans un autre monde, qui fait peur et qui anguisse » souligne D. Linhart. Pour elle, il y a là un enjeu pour la démocratie : « Quand on superpose la carte géographique des fermetures d'entreprises, on est frappé de voir qu'il y a partout une montée de l'abstentionnisme et du vote lepeniste » et depuis lors sans doute sarkoziste.

Au fil des pages, le lecteur découvre ainsi la richesse de ces 23 heures de réflexion collective, en même temps que la complexité du sujet, même si certains thèmes reviennent en force d'un chapitre à l'autre. D'abord, la nécessité de la lutte au moment où l'entreprise est menacée de fermeture. Ensuite, les intervenants dressent un bilan très mitigé des cellules de reclassement et autres outils de reconversion. Parmi les regrets de la centaine de participants, figure l'absence quasi générale des responsables politiques à ces rencontres, alors que lorsqu'on aborde les

questions liées au territoire, le rôle des élus apparaît comme fondamental. La question : "voulons-nous rester un territoire industriel ?" s'impose d'elle-même



dans les débats. Et tourner définitivement la page en privilégiant une économie appuyée essentiellement sur le tourisme s'avère comme une solution difficile à généraliser. D'autres thèmes, abordés de manière transversale, abordent le manque de savoir faire du management, le rôle des médias, qui ne dénoncent pas suffisamment les agissements des patrons voyous, et l'influence des consommateurs dont la recherche des produits « meilleur marché », contribue aux délocalisations. Au final, vingt trois heures de débats raccourcis pour tenir dans

un livre, condensés sous forme de dialogues, en partie reproduits sous la forme d'un CD des émissions d'Alternantes réalisées à cette occasion. La radio associative nantaise s'est installée pendant la rencontre dans les locaux du Centre d'Histoire du Travail et a rediffusé leurs prises de parole en une trentaine de séquences de 20 minutes, soit plus de neuf heures d'enregistrements proposés en format MP3 sur un cd-rom encarté dans l'ouvrage.

La rencontre a contribué à l'expression collective en offrant un lieu de parole aux salariés concernés. Cet

espace de libre débat trouve donc aujourd'hui son prolongement dans un livre qui reflète, tel un miroir le vécu des milliers de salariés victimes des restructurations industrielles.

Un outil de réflexion certes, mais aussi d'hommage et de mémoire pour tous ceux et celles qui se sont battus contre l'horreur socio-économique de la fermeture de "leur boîte".

"Fermetures de boîtes... et après ?", Maisons des Hommes et des techniques, Editions du Centre d'histoire du travail, Nantes, 2007, 210 pages, un CD, 15 €.

LIRE

Les coulisses de la V^e République de 1965 à 1977

Michèle Cotta, historienne puis journaliste à l'Express de F.Giroud, puis dirigeante de chaîne publique, publie un 1er tome de ses « cahiers secrets de la Ve République », un gros pavé de près de 900 pages.

Depuis 1965, elle a « écrit sinon tous les jours, du moins plusieurs fois par semaine » dans des cahiers. D'où une chronique qui va de la première élection au suffrage universel du Chef de l'Etat, jusqu'à la rupture des négociations pour la réactualisation du Programme commun de la gauche, en septembre 1977.

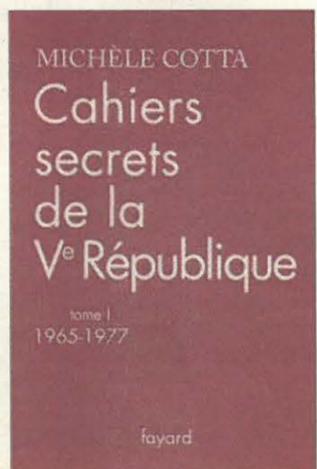
« Le journalisme est un drôle de métier », dit-elle. A ce niveau, il permet la fréquentation régulière des principaux acteurs de la vie publique, comme F. Mitterrand et J. Chirac, E. et M. Faure, V.G. d'Estaing, O. Guichard et R. Leroy, plus que W. Rochet ou G. Marchais, secrétaires généraux successifs du PCF.

Mais le territoire de cette politique institutionnelle reste strictement limité à certains lieux : « l'Assemblée nationale et, plus largement, ce quadrilatère « microcosmique » où, entre Matignon et l'Élysée, le Palais Bourbon et celui du Luxembourg, entre les Finances et la Justice, ministres et commis de l'Etat se surveillent du coin de l'œil. Des congrès politiques, en marge des longs discours prononcés à la tribune ». Malgré ce dévoilement tardif d'innombrables déclarations off, avec une polarisation excessive sur le centrisme, la lecture révèle un monde assez obscur d'ambitions et de stratégies d'un vivier politique souvent issu de la IV^e République.

Concernant le PCF, l'ouvrage met bien en évidence les aléas d'un engagement résolu, mais sans autre alternative, dans une stratégie d'union avec le PS, qui s'est avéré rapidement source de rééquilibrage à son détriment, à gauche.

Une lecture au long cours dont l'intérêt ne faiblit cependant que rarement. On se prend même à espérer la publication rapide du ou des tomes suivants.

M.Cotta, « Cahiers secrets de la Ve République », tome 1, Fayard, 2007, 876 pages, 26 €.



VOIR...



Cris de Liberté

L'exposition propose de vivre successivement les étapes de l'avènement des libertés. « Nous nous sommes attachés aux grandes libertés républicaines acquises via le modèle républicain et principalement lors des premières années d'implantation de la III^e République » explique S. Boche

des Archives départementales de Loire-Atlantique, « Avec l'avènement de lois importantes qui régissent encore notre société : liberté de réunion, liberté de la presse, liberté syndicale, d'association, etc. »

L'exposition associe aux documents d'époque des supports plus contemporains. Hôtel du Département.

Entrée libre - du lundi au vendredi (9h - 18h) ainsi que les dimanches (14h - 18h).

MÉDIAS

Limites de la « pipolisation »

Depuis son élection, le président de la République a établi un mode de communication très personnel, ce qu'on a appelé le « style Sarkozy », en rupture complète avec celui de ses prédécesseurs au sommet de l'Etat. À la distance jusque-là, établie par la fonction présidentielle, il a substitué une relation directe et médiatisée avec les Français. « Ce choix de la personnalisation assume une part de peopolisation, constate la sociologue des médias Denis

Muzet. Il doit montrer qu'il est aussi un homme comme les autres, sensible, qui a des émotions. » La

médiatisation de sa vie privée n'est, semble-t-il, pas du goût de tous. Un sondage LH2 révèle même que 63 % des Français estiment qu'il « affiche trop sa vie privée ». Selon Stéphane Rozès, de l'institut CSA, elle passerait mal notamment auprès des personnes âgées, des électeurs de sensibilité démocrate-chrétienne et « viliéristes ». Certes D.Muzet, qualifie de « péripétie » le résultat des derniers sondages, et reste per-

suaqué que le style Sarkozy « lui apporte pour l'instant plus de bénéfices que d'inconvénients en montrant qu'il



est un président actif, mobile et qui agit. Les critiques restent marginales et le feuilleton Sarkozy continue de

fonctionner ». Mais, pour S.Rozès, « au fond, les Français restent traditionalistes et tiennent à la préservation des symboles de la fonction présidentielle. Ces coups de canif étaient considérés comme secondaires tant qu'il y avait une perspective que les choses aillent mieux. » Mais l'heure semble pourtant venue où la multiplication des coups médiatiques à base de confusion vie publique - vie privée ne suffit désormais plus à masquer un sentiment naissant de promesses non tenues, pour une première vague de déçus du sarkozisme.

près de vous

La Baule

En revendant son logement, on peut doubler la mise



Alors que les élections municipales se profilent à l'horizon, le maire de droite annonce que dans la Zac de la Victoire « **pièce maîtresse** » de La Baule de demain, 3800 m² seront consacrés à des logements sociaux. Une

première pour une ville dont le premier magistrat a toujours refusé de respecter les obligations de la loi SRU. 60 logements locatifs sont prévus et 30 logements en accession sociale à la propriété pour des primo accédants qui devront s'engager à garder leur maison pendant cinq ans au moins. « **La durée de cette clause anti spéculative est trop courte** » a fait remarquer Gérard DENOYELLE demandant que la majorité municipale revoit sa copie. « **Elle peut avoir des effets pervers. En plein centre ville, ceux qui revendront, dans cinq ans, au prix du marché sont assurés de doubler leur mise !** »

Missillac

L'école préfabriquée

Intervention musclée pour Michel GUILLET au dernier Conseil municipal avec la pause annoncée d'un 7ème préfabriqué dans la cour de l'école Françoise Dolto et un maire qui vient de lancer une étude pour savoir où il faut construire les nouveaux bâtiments qui seront inaugurés en...2012 ! En attendant, la nouvelle mairie de Missillac vient d'ouvrir ses portes en fanfare.

Saint-Nazaire

Les anciens ont droit à la ville

Lors d'une conférence de presse donnée par le maire et consacrée à la place des personnes âgées dans la ville, Jeannine HOTTELARD a insisté sur « **le retard que Saint-Nazaire devait combler** » dans ce domaine. Pas question que la commune devienne un lieu de villégiature pour les plus riches, tout le monde doit pouvoir rester vivre dans sa ville. Pour y parvenir, il faut « **jouer sur tous les tableaux** ». Le maintien à domicile avec des services de proximité élargis, des foyers logements, des maisons de retraite... « **Aujourd'hui, on entre en maison de retraite plutôt vers 85 ans. Cela veut dire en moyenne qu'on a, avant une vingtaine d'années à vivre dans sa maison si les conditions sont réunies** » a souligné la maire adjointe aux affaires sociales et aux retraités.

L'invité

Conseil général

650 millions d'euros pour combattre l'exclusion et la précarité

Les 9 et 16 mars prochains, nous élirons des Conseillers généraux. Jean Louis Le Corre, nous donne quelques clefs pour cerner les principaux enjeux.

Le Conseil général de Loire Atlantique c'est plus d'un milliard d'euros de budget dont 65% consacrés aux actions sociales et à l'emploi. 650 millions pour combattre l'exclusion et la précarité. Le département intervient dans de multiples secteurs décisifs pour la vie quotidienne des habitants. Sans être exhaustif, il faut donner quelques exemples. L'Assemblée départementale construit et entretient les collèges, organise les transports scolaires interurbains et départementaux, propose, pendant l'année scolaire, l'animation sportive à plusieurs milliers d'enfants... Alors que dans notre pays plus de 7 millions de personnes vivent avec des ressources inférieures au seuil de pauvreté, il faut savoir que c'est le Conseil général qui verse le RMI et qu'en cas d'accident de la vie, avec les assistants sociaux et en étroite collaboration avec les CCAS, nous aidons quotidiennement les familles en difficulté. Nous agissons, par exemple, financièrement pour qu'elles puissent conserver leur logement. Nous jouons aussi un rôle de premier plan en direction des personnes âgées et handicapées qu'elles soient à domicile (nous versons l'allocation autonomie) ou qu'elles vivent en maison de retraite. Responsables du plan départemental, nous subventionnons les maisons d'accueil médicalisées, la création, l'extension et le fonctionnement des établissements du troisième âge. L'Assemblée départementale est aussi un acteur incontournable du développement économique. En plus de l'entretien et de la restructuration des routes départementales (dont le nombre a considérablement augmenté avec la décentralisation), nous aidons les communes et les intercommunalités dans leurs projets d'aménagement. Notre Assemblée participe activement à des projets majeurs pour le développement de notre région (port autonome, franchissement de la Loire, aéroport de Notre Dame des Landes...). Ne soyons pas naïfs, à l'heure de la décentralisation, au moment où des voix s'élèvent pour demander la suppression des départements pour mieux adapter notre pays aux exigences du capitalisme actuel, les élections cantonales seront l'objet d'un débat politique qui dépasse les limites de chaque canton.



Jean-Louis Le Corre
Élu du canton de Montoir de Bretagne, vice-président de l'Assemblée départementale

L'activité

Maisons de l'emploi

Christian Pelloquet « À quoi vont-elles servir ? »

Il y a trois ans, Monsieur BORLOO, alors ministre du travail, avait lancé les Maisons de l'Emploi qui devaient regrouper sur un même site l'information des demandeurs et l'aide concrète à la recherche d'emploi. En octobre 2005, la communauté urbaine décidait d'adhérer à l'association de la Maison de l'Emploi de la Métropole Nantaise. Constatant le manque de moyens financiers alloués par l'Etat et le risque d'une réelle confusion des genres entre ces nouvelles structures et les ANPE, les élus communistes s'étaient alors abstenus. Aujourd'hui, Madame LAGARDE fusionne autoritairement l'ANPE et l'UNEDIC et gèle le dispositif. Christian PELLOQUET, rappelant le soutien des élus communistes à « **l'action que mènent les salariés de l'ANPE et de l'UNEDIC** » contre la fusion des deux institutions, a noté que la nouvelle réforme pose avec encore davantage de force la question du rôle que les Maisons de l'Emploi existantes « **auront à jouer dans une réorganisation où la place des opérateurs privés devient prépondérante** ».

Nantes Métropole

Quand Sarkozy parle des HLM



Lors du débat de la communauté urbaine concernant le programme local de l'habitat Claude CONSTANT s'est élevé contre les propos d'un président de la République qui « **après la France qui se lève tôt** » veut « **la France des propriétaires** »

sous entendant au passage que les locataires d'HLM sont « **d'infâmes profiteurs** » dont il faudra examiner la situation tous les trois ans. Cette suspicion envers les locataires n'a qu'un objectif, a affirmé l'élu nantais : « **exclure de l'accès au logement social l'immense majorité des salariés, au risque de fabriquer de véritables ghettos de pauvres** ». D'autant que, dans le même temps, sous couvert de « **moderniser les circuits de financement** » du logement social, Nicolas SARKOZY met en cause le livret A. « **Dernière solution miracle** » du président : indexer les loyers sur l'indice des prix à la consommation. Pourtant, souligne Claude CONSTANT « **cet indice est soumis à de fortes hausses** ». Pourquoi, demande-t'il, « **ne pas indexer les loyers sur l'évolution des salaires ? La proposition aurait été plus cohérente pour le président du pouvoir d'achat** » !

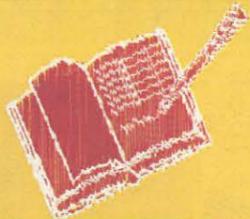
Pays de la Loire

Les politiques publiques ont gagné du terrain

Au cours du débat d'orientations budgétaires, Philippe DENIS, s'est félicité du « **renforcement des politiques publiques** » de la Région. Le président du groupe communiste a cité en exemple les « **engagements extrêmement forts** » pris en faveur des lycées avec un plan quinquennal d'investissement immobilier de 250 millions d'euros, l'informatisation des 132 lycées publics pour 80 millions d'euros, l'effort réalisé dans les transports avec l'achat de 60 trains supplémentaires, le pari engagé sur la recherche pour stimuler le développement économique avec, par exemple, « **le cyclotron, investissement phare de taille mondiale** » dans lequel la Région investit pour plus de 33 millions d'euros ou Technocampus EMC2, « **pièce majeure de la stratégie industrielle régionale, notamment au regard des enjeux sur l'avenir de la filière aéronautique** », pour un montant de 12 millions d'euros... De tels efforts, a-t'il souligné « **nécessitent de se doter de ressources financières nouvelles** ». « **Or, force est de constater que les gouvernements en place depuis 2002 ont tout fait pour plomber les ressources des collectivités locales** ». Depuis deux ans, le budget des Pays de la Loire doit ainsi supporter un transfert de charges non entièrement compensées estimés à 15 millions d'euros en 2007 qui pourraient s'élever à 17 millions d'euros en 2008 tandis que le plafonnement de la taxe professionnelle a grevé les recettes budgétaires de plusieurs millions d'euros.



AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Forum Social du Pays Nantais

La tenue du Forum social mondial (FSM), en riposte au Forum économique mondial de Davos, est sans conteste l'un des points forts du mouvement altermondialiste.

Tenu à Porto Alegre (2001, 2002, 2003 & 2005), le FSM s'est déplacé à Bombay (2004) puis à Nairobi (2007). Après la tenue du FSM dit « polycentré » de 2006 (Bamako, Caracas & Karachi), le Conseil international du FSM a appelé pour 2008 à la tenue d'un forum mondial décentralisé, durant la dernière semaine de janvier.

C'est ainsi que se tiendront à Nantes, du lundi 21 janvier au samedi 26 janvier se tiendront diverses rencontres, table ronde, projection de film.

Le détail de ce programme se trouve sur le site de la fédération.

Exigeons un référendum

Diverses organisations syndicales (CGT, FSU, SUD), associatives (ATTAC...) et politiques (PCF, Les Alternatives, LCR, Démocratie et Socialisme) travaillent ensemble pour faire grandir l'exigence de référendum sur le traité de Lisbonne par diffusion de tracts, pétitions....

Elles organisent un meeting unitaire :

**le 1^{er} février
à 20h30
à la Manufacture
à Nantes**

**Francis WURTZ (PCF)
Marc DOLEZ (PS)
Aurélien TROUVE (ATTAC)
Pierre KALFA (Solidaires)
Claude DEBONS**

Donnons un signe fort à nos parlementaires qui seront en congrès le 4 février en participant à ce meeting !



Par Pedro Maia, coordinateur départemental des jeunes communistes de Loire Atlantique

Cette première édition des Nouvelles de l'année 2008, me donne l'occasion de vous souhaiter à tous, de la part des jeunes communistes de Loire-Atlantique,

Grand jeu du vin 2007 : les résultats

Cette année encore, vous avez été nombreux à participer à notre grand jeu du vin dont voici les résultats. Ceux qui parmi vous ont répondu correctement à 8 questions et plus ont gagné un cadeau à venir retirer à la fédération.

1 - Quel est le plus ancien vin liquoreux du monde ?

Le Sauterne
Le Montbazillac
Le Sainte-Croix du Mont

2 - Quel est le vin des pèlerins de St-Jacques de Compostelle ?

Le Jurançon
Le Madiran
L'Iroulégy

3 - Quel Saint figure sur toutes les étiquettes de Petrus ?

Saint Vincent
Saint Emilion
Saint Pierre

4 - Quel est l'autre nom du cépage Beaunois ?

Le Chardonnay
Le Gamay
L'Aligoté

5 - Quelle est la contenance d'un pot lyonnais ?

37,5 cl
46 cl
50 cl

6 - Quelle est la plus ancienne confrérie vineuse de France ?

Les Tastevins
La Jurade
Les Sacavins

7 - Le Chassagne Montrachet est un vin de ?

La côte de Beaune

La côte de Nuits

La côte chalonaise

8 - Que signifie « Découider » ?

se réveiller le matin avec « la gueule de bois »

Récolter moins que prévu

soutirer le vin en Bourgogne

9 - En quelle année fut homologué le classement des Graves ?

1949

1954

1959 (le 16 février)

10 - Combien de bouteilles contient un mathusalem de champagne ?

6 bouteilles

8 bouteilles

12 bouteilles

Sources « étapes vigneronnes », Editions projections (2007).

Banquet de la Fédération 2008



**VENDREDI
25 JANVIER
Salle Hippolyte
Derouët
Les Sorinières
19H00**

Réservation impérative auprès de votre Section ou à la Fédération (41 rue des Olivettes—02 40 35 03 00)

Participation : 15 € par personne

MENU: Cannellonis aux deux saumons, salade d'herbes et légumes fraîcheur – **Terrine du Chef – Caille farcie**, pommes sautées au beurre, raisins frais, légumes du marché - **Assiette de fromage** sur son lit de salade – **Royal chocolat - Café**, petit chocolat - **Muscadet et vin de bordeaux.**

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Aymeric SEASSAU

Commission paritaire : N° 0310 | 86504

Imprimerie : IMPRAM Lannion

Composition : SEM Locminé

Responsable de la rédaction :

Aymeric SEASSAU

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36

e-mail : nouvelles.loire-atlantique@laposte.net

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la

collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE

Yannick CHENEAU

Michel DEJEU

Michel LUCAS

Jean-Yves MARTIN

Yann VINCE



Au revoir Jean

Nous avons eu la douleur d'apprendre le décès de notre camarade Jean LACOSTE.

Militant de longue date du Parti Communiste Français, il fut longtemps l'un des responsables syndicaux de la CGT des dockers de Nantes et à la Fédération des Ports et Docks ainsi qu'administrateur de leur Caisse de retraite.

Il fut aussi actif dans le domaine du tourisme social au sein de Tourisme et Loisirs.

La Fédération de Loire-Atlantique tient à assurer Christiane, son épouse, leurs enfants et petits enfants de tout leur soutien et leur sympathie dans ces moments douloureux.

Marie-France Olivier

C'est avec tristesse que nous avons appris la disparition de Marie-France Olivier.

Ceux qui l'ont connus gardent en mémoire cette camarade disponible et proche des préoccupations des habitants des quartiers populaires. Aux Dervalières d'abord où elle a longtemps milité puis à Malakoff.

La Section de Nantes et la Fédération du PCF tiennent à apporter à ses enfants, à son compagnon et à ses proches tout leur soutien dans ces moments difficiles.

Avec Daniel CIRERA

Membre du comité exécutif national, chargé des questions européennes



Les cars pour se rendre au Banquet :

Section de St Nazaire (18H00) Savenay Rond point du Golfeur (18H30) Trignac (18h00) Montoir place du Marché (18H15) Donges Carrefour des 6 croix (18H30) Couëron place de la Mairie (18H00) Nantes Dervalières rond point des Châtaigniers (18H15) La Haluchère tram (18H45) Solutions de covoiturages pour le Sud Loire et le Pays de Retz. (Renseignements 02 40 35 03 00)

tique, une excellente année. Une année qui je l'espère apportera à chacun d'entre nous, le bonheur essentiel au bon déroulement de la vie et à l'accomplissement des objectifs fixés. Pour notre mouvement, il s'agira de réaliser les initiatives militantes nécessaires au combat contre l'entreprise politique ravageuse de la droite et du MEDEF. Car, **passée la trêve des confiseurs, l'actualité politique nous rappelle que cette année 2008 va surtout faire les affaires de ceux qui soutiennent et agissent pour que la rupture promise aille de l'avant.** Sarkozy n'est plus le Président de tous les Français mais bien le Père Noël des vrais privilégiés, ceux qui aiment les cadeaux volumineux et chers, surtout fiscaux, payés par les efforts toujours plus grands de ceux qui travaillent déjà beaucoup pour pas grand-chose. Les



jeunes communistes ont décidé en ce début d'année de lancer des campagnes pour l'exigence d'un référendum sur le traité européen. Il s'agira pour nous de faire signer une pétition qui exige la participation et l'avis du peuple sur les choix politiques majeurs pour l'avenir de l'Europe. **Vous pouvez d'ailleurs la signer sur le site des JC 44 : jc44.fr.** Cette pétition sera

remise au Congrès du 4 février par l'intermédiaire des parlementaires communistes. Nous voulons aussi mener la bataille contre la réforme du marché du travail qui dans l'état actuel des négociations, devrait remettre en cause le CDI. Il y a donc du pain sur la planche, et c'est peu dire tant les annonces de notre illustre président sont inquiétantes notamment en ce qui concerne la durée légale du temps de travail. **La mobilisation des jeunes aux côtés des salariés, des retraités et des sans voix sera donc un impératif si l'on veut faire reculer la droite qui ne veut pas céder aux exigences populaires et qui continue à tricoter un projet mensonger dont elle seule, connaît les limites. Etant donné les circonstances, je vous souhaite aussi une bonne année militante !**